

Transformer l'élection présidentielle en États Généraux pour la France. Une nouvelle ambition démocratique pour répondre à la crise du système capitaliste

Le sens d'une candidature communiste à l'élection présidentielle doit s'appuyer sur une démarche innovante qui réponde à la crise démocratique de notre pays et la dérive bonapartiste de la cinquième république. Nous devons accorder le fond et la forme.

Depuis l'élection du président de la république au suffrage universel en 1965, nous avons connu 10 élections présidentielles. A six reprises nous avons présenté un candidat communiste. Et à 4 élections présidentielles, nous avons soutenu une candidature commune. Depuis le début les communistes ont oscillé entre le choix d'une candidature commune ou d'une candidature communiste. Il n'est donc pas anormal que le débat persiste concernant ces deux options tellement la 5eme république pose un problème aux forces qui souhaitent changer ce régime.

Le soutien à la candidature de Jean Luc Mélenchon depuis 2012 alimente l'idée d'un effacement des communistes. Il suffirait donc d'une candidature communiste pour résoudre la question de notre relation avec les citoyens. Certes la décision de présenter un candidat communiste peut être un événement, mais il est à craindre qu'il ne se suffise pas à lui-même. Car nous avons présenté pendant 27 ans un candidat communiste à l'élection présidentielle de 1981 à 2007, en connaissant un effritement électoral régulier.

Nous pouvons être « *fiers* » et « *légitimes* » de présenter un candidat communiste car nous avons des propositions à présenter aux citoyens, mais cela est-il suffisant ? La dernière élection européenne et la belle campagne avec Ian Brossat, nous montre que la situation est un peu plus complexe.

Je reste convaincu que les partis politiques participent au concours de la démocratie et que les mouvements autour d'une seule personne renforce le présidentielisme. Mais la fonction d'un parti communiste se doit de réfléchir à l'attente de démocratie pour changer le système. Les notions de pacte avec les citoyens et de révolution démocratique proposée dans la résolution majoritaire du comité national sont intéressantes et appellent des développements.

La portée de la décision de présenter une candidature communiste à l'élection présidentielle, ne serait-elle pas renforcée si nous parlions de 578 candidats finalement ? 577 candidats ou chefs de file aux élections législatives et d'un candidat à l'élection présidentielle ?

Ne faut-il pas proposer une démarche qui sorte des codes imposés par la 5 -ème république et qui soit cohérente avec notre conception d'un régime démocratique et social ? Un régime parlementaire et non présidentiel. Une démocratie directe, une souveraineté populaire. Anicet Le Pors dit que ce n'est pas tant le nouveau numéro de la république qui compte mais de préciser ses nouveaux fondements.

Il me semble stratégique de proposer une démarche ouverte et coopérative aux citoyens dans chaque circonscription pour échanger sur un projet de rupture, un projet d'innovations pour la France et le monde, incarné dans des candidatures aux élections législatives et présidentielles.

Cette démarche peut s'appeler États Généraux, Ateliers législatifs, coopératives citoyennes ou constituante. Il ne s'agit pas de parler de constituante, une fois que l'on sera élu, mais de la faire. N'est-ce pas notre identité de communiste qui plonge ses racines dans la révolution française et la commune de Paris ?

La crise démocratique est profonde à juste titre. Des élus de gauche qui ne respectent pas leurs engagements de changement, une concentration des pouvoirs au sommet de l'exécutif, une minorité d'actionnaires qui décident de la marche de l'économie, un G8 qui domine le reste des nations. Des espoirs de révolution déçus.

Une démocratie avancée et concrète est à la fois un objectif et un moyen. C'est bien l'enseignement principal que l'on a tiré des espoirs déçus de la révolution d'octobre, des élus qui se font élire à gauche et qui dirigent à droite et de l'impasse du système capitaliste.

Porter une nouvelle ambition démocratique pour la France et le monde, c'est porter une valeur universelle et redonner une perspective émancipatrice aux citoyens. Quand le système essaye de « *criminaliser* » en permanence les idées de changement, les idées révolutionnaires. Une nouvelle ambition démocratique pour la France et sa place dans le monde doit être le fil conducteur de ce que l'on propose aux français.

La principale révolution, la principale innovation est d'étendre le champ de la démocratie à l'économie. La main invisible du marché, nous emmène de catastrophe en catastrophe. Nous avons une « *originalité* » alors que nombreuses forces politiques de gauche et écologique restent fascinés par le mythe de l'efficacité de l'économie de marché à l'origine de nombreux renoncements.

Nous avons besoin d'une démocratie économique qui s'attaque aux pouvoirs des 300 000 actionnaires lorsque 40 millions de jeunes en formation, de salariés et retraités font vivre le pays. Une démocratie économique qui permette à la France d'assurer son indépendance et des coopérations en Europe et dans le monde. Une démocratie qui repose sur le statut économique de la personne de la majorité jusqu'à la fin de sa vie. Nous devons nous réapproprier l'économie, comme les femmes se battent pour la maîtrise de leur corps et l'égalité.

Une nouvelle ambition démocratique suppose un développement de l'école, de la formation et de la citoyenneté tout au long de la vie. Une nouvelle ambition démocratique repose sur un développement de la culture et du sport. Une nouvelle ambition démocratique doit reposer sur une culture de paix et le désarmement.

La solution se trouve dans la co-construction avec les citoyens. Dans le dialogue avec ceux qui animent différentes luttes dans le pays. Si le duo Macron – Le Pen existe c'est que des millions de personnes votent pour ces candidats ou ne votent plus. Faut-il raisonner qu'en terme « d'offre commune » politique pour déjouer ce piège d'instrumentalisation du Rassemblement National, qui dure depuis 1984 ? L'espoir du changement par le « *haut* » n'a-t-il pas montré ses limites ? L'économie du débat avec les citoyens n'est il pas une impasse au final ?

Par nature, la cinquième république écrase le débat démocratique autour du choix du candidat qui sera le mieux placé pour être au deuxième tour. Lorsque nous présentons un candidat nous sommes confrontés au vote « *utile* » et lorsque nous soutenons une candidature commune nous devons résister à la tentative de minorer les idées communistes. Néanmoins les communistes restent indispensables à la mise en œuvre d'une politique de changement en France.

Bien évidemment nous sommes capables de nous rassembler dans différentes élections. Néanmoins, la « *séquence* » de l'élection présidentielle et des élections législatives, occupe une place « *structurante* » dans la vie du pays. Nous devons ré-évaluer cette spécificité au regard des expériences accumulées et de la situation d'aujourd'hui.

Et si la nouvelle « *offre* » politique était dans l'éloge de la diversité démocratique ? L'addition de cette diversité démocratique peut être source de changement. Oui l'espoir est dans le « *bouillonnement* » démocratique. Nous pouvons raisonnablement nous fixer l'objectif de mettre en mouvement 2 millions de personnes dans le pays pour de nouvelles avancées démocratiques, économiques, sociales et écologiques. L'humain et la planète d'abord. Et si la nouvelle « *offre* » était que les communistes proposent un nouveau cadre démocratique avec des propositions et des actes qui laisse la place aux citoyens ? **Transformons l'élection présidentielle en Etats Généraux pour la France avec 577 candidats aux élections législatives + 1 candidat à l'élection présidentielle. Invertissons nous-mêmes la hiérarchie de ces deux élections pour une nouvelle politique, une nouvelle majorité, un nouveau régime démocratique.**